

## CONTENU

### Politique commerciale américaine

*La centralisation du système de contrôle des exportations : une réforme ambitieuse* .....1  
*La sous-évaluation de la devise chinoise : une subvention à l'exportation?* .....3

### Conflit sur le coton É.-U./Brésil

*Mise sur pied du fonds de compensation pour les agriculteurs brésiliens* .....4

### Études économiques et articles connexes

.....5

## Politique commerciale américaine

### *La centralisation du système de contrôle des exportations : une réforme ambitieuse*

Le secrétaire à la défense Robert Gates a présenté le 20 avril dernier son plan de réforme du système de contrôle des exportations américain (SCE). La réflexion, entamée au Cabinet depuis août 2009 et divulguée la semaine dernière, a pour objectif de simplifier et de centraliser le processus d'émission et de surveillance des licences d'exportation de produits de haute technologie et à vocation militaire. Mis en place après la Deuxième Guerre mondiale dans le contexte de la Guerre froide, le SCE est aujourd'hui jugé inefficace par l'Administration américaine. Il impose une structure réglementaire complexe et redondante, mais surtout, des licences sont exigées pour un nombre important de produits utilisant des technologies devenues par ailleurs courantes. L'Administration croit que la centralisation pourrait permettre d'accroître les exportations en limitant le nombre de produits contrôlés, tout en renforçant la



Le secrétaire à la défense  
Robert Gates

et de contrôle. La sécurité nationale par l'amélioration des procédures de contrôle.

*« Le système de contrôle des exportations a été conçu pour faire face aux menaces de la Guerre froide, d'un monde bipolaire, et il n'est pas adapté aux menaces auxquelles nous faisons face aujourd'hui. »*

– James A. Hirsch, directeur de la Defense Technology Security Administration, 20 avril 2010.

Le SCE est actuellement administré respectivement par les départements d'État, de la Défense et du Commerce qui émettent les licences. Les produits visés sont répertoriés au sein de deux listes distinctes. Une multitude d'agences spécialisées en assurent le contrôle. La plupart utilisent des systèmes informatiques de vérification

et de contrôle qui leur sont spécifiques, ce qui limite leur capacité à transmettre leurs informations. La réforme a donc pour but de :

- créer une seule liste réduite de produits sensibles;
- créer une seule agence d'émission de licences;
- créer une seule agence de suivi et de contrôle; et
- d'uniformiser les systèmes informatiques de vérification et de contrôle.

Le plan proposé prévoit la mise en place de la réforme en trois phases. L'Administration souhaite qu'elle soit complétée d'ici la fin de l'année 2010. La première phase est déjà entamée et



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 avril 2010

consiste à apporter des modifications administratives aux structures en place<sup>1</sup>. La deuxième prévoit le dépôt de projets de loi qui entérineront les modifications proposées. Enfin, la troisième doit compléter la centralisation du SCE.

Le calendrier de réforme proposé est très ambitieux. Plusieurs intérêts divergents risquent d'en retarder ou d'en modifier fortement l'implantation. Le soutien nécessaire du Congrès, afin d'opérer la réforme, est un premier obstacle de taille. Au-delà d'un horaire législatif chargé, notamment dû à l'ampleur que la réforme du système financier risque de prendre au cours des prochains mois, ainsi qu'aux élections de mi-mandat en novembre, l'éparpillement des compétences liées au SCE au sein de plusieurs sous-comités du Congrès pourrait différer ou altérer la conclusion de la réforme. Tous devront être consultés afin de coordonner les changements législatifs. Le président du comité des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Howard Berman (D-CA), de concert avec les membres concernés de l'exécutif, préparent une révision de la *Loi sur l'administration des exportations (Export Administration Act)*. Le président du comité sénatorial sur les Banques, Chris Dodd (D-CT), qui supervise les procédures de contrôles des technologies à double usage (militaire et civil), s'est prononcé en faveur de la réforme. D'autres congressistes, plus prudents, comme le président du comité des Forces armées de la Chambre des représentants, Ike Skelton (D-MO), ont signalé que leur appui était conditionnel à leur consultation. Le président du comité sénatorial des Affaires étrangères, John Kerry (D-MA), s'est dit préoccupé par les risques potentiels de prolifération d'armes si les contrôles devaient en venir à être réduits. Ajoutons aussi que l'initiative de la réforme émane du

*« La diffusion de l'autorité, caractérisée par différentes listes de contrôle des exportations qui sont maintenues par différentes agences, engendre une confusion partagée autant par les entreprises que par les fonctionnaires. »*

– Robert Gates, 20 avril 2010.

Cabinet présidentiel et touche un large ensemble de fonctionnaires. Cette approche du haut vers le bas et la modification des équilibres de pouvoir des fonctionnaires pourrait retarder la mise en œuvre de la réforme.

Le complexe militaro-industriel, qui a mené une importante campagne de lobbying pour que soient réduits les contrôles à l'exportation de ses produits, s'est réjoui à l'annonce de la réforme. Les groupes de réflexions qui militent pour la non-prolifération ont, quant à eux, reçu l'annonce avec réserves. Ils craignent que l'amincissement de la liste des produits sensibles n'accroisse le nombre d'armes sur le marché noir international.

La structure du système de contrôle des exportations américain apparaît particulièrement inadéquate alors qu'une grande partie des firmes qui y sont soumises possèdent des chaînes de production transnationales ou produisent des biens de consommation courante. Cependant, les craintes d'une prolifération, notamment d'armes et de munitions de petits calibres, pourraient s'avérer fondées si ces catégories d'armement se voient traitées comme de simples produits commerciaux sous le nouveau régime de contrôle. Quoi qu'il en soit, il est fort possible que la réforme ne soit pas complétée avant le retrait de la vie politique de son principal promoteur, le secrétaire à la Défense Robert Gates, anticipée pour le début de 2011. La réforme telle que dévoilée aujourd'hui pourrait donc subir des modifications importantes avant d'être complétée.

Pour consulter la fiche d'information sur la réforme du système de contrôle des exportations rendue publique par la Maison blanche, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/fact-sheet-presidents-export-control-reform-initiative>

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations sur les modifications déjà proposées, consultez la Chronique commerciale américaine du 18 mars 2010, en ligne : IEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=5587](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5587)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 avril 2010

Pour consulter le discours du secrétaire à la Défense, Robert Gates, annonçant la réforme, voir, en ligne : Department of Defense <http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=1453>

Sources : Roxana Tiron, «Gates makes pitch for major reforms of U.S. controls on sensitive exports », *The Hill*, 20 avril 2010, en ligne: The Hill <http://thehill.com/business-a-lobbying/93353-gates-makes-pitch-for-major-reforms-of-us-controls-on-sensitive-exports>. Ian Graham, « Official Explains Need for Export-control Reform », *Defense media activity*, 21 avril 2010, en ligne: Department of Defense <http://www.defense.gov/utility/printitem.aspx?print=http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=58836>. Erik Wasson, « Administration Export Control Plan For Single Agency Faces Uphill Battle », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 16, 23 avril 2010, p. 1, 16-17.

### *La sous-évaluation de la devise chinoise : une subvention à l'exportation?*

Le département du Commerce pourrait, au cours des prochains mois, qualifier formellement la fixation du taux de change du renminbi (RMB), la devise chinoise, comme une subvention à l'exportation. Il a en effet accepté d'étudier une plainte déposée par un groupe d'industries spécialisées dans le moulage de l'aluminium qui, entre autres, estime que la fixation à un taux arbitrairement bas du RMB par la banque centrale chinoise constitue une subvention à l'exportation d'entreprises chinoises concurrentes. Le simple fait que le département du Commerce ait accepté d'étudier le cas est perçu comme une victoire pour les groupes de pression industriels qui supportent la cause. Onze cas similaires, incluant des allégations de subventions illégales en lien avec la fixation du RMB, avaient déjà été rejetés d'emblée par le département. Le secrétaire au Commerce, Gary Locke, a refusé de se prononcer sur le sujet, se contentant de qualifier l'affaire de « très complexe ». S'il advenait que le département du Commerce reconnaisse la manipulation du RMB comme une subvention à l'exportation, il serait contraint d'imposer un tarif compensatoire à l'importation des produits identifiés. Il ouvrirait alors une boîte de pandore en créant un précédent qui permettrait à d'autres industries de déposer des plaintes similaires.



Le secrétaire au Commerce Gary Locke

Cette démarche de la part du département de Commerce survient alors que l'Administration Obama semble reporter systématiquement toute décision quant à sa position devant la manipulation du RMB. Le *Rapport semestriel sur les politiques économiques et de taux de change* du département du Trésor qui devait paraître le 15 avril a en ce sens été reporté indéfiniment. Plusieurs observateurs s'attendaient à ce que la Chine y soit identifiée comme « manipulatrice de devise », ce qui aurait obligé l'Administration, en conformité avec la *Loi omnibus sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988*, à entamer des discussions bilatérales avec le gouvernement reconnu fautif. Lors de la dernière réunion ministérielle du Fonds monétaire international (FMI), le sujet de l'évaluation du RMB n'a pas été abordé.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette approche prudente. De nombreux observateurs s'attendent à voir une première réévaluation en mai de la devise chinoise. La banque centrale chinoise parle quant à elle d'une révision possible pour octobre. Quoi qu'il en soit, une série de révision à la hausse de la parité du RMB avec le dollar, même faible, serait un geste politique important qui diminuerait les pressions qui pèsent actuellement sur le gouvernement américain, presser de toutes parts de déclarer la Chine comme État manipulateur de devise. Les États-Unis, qui cherchent en ce moment à imposer des sanctions commerciales contre Téhéran dans le dossier du nucléaire iranien, pourraient ménager la Chine en échange de son appui. Il va aussi sans dire que l'ampleur de la relation de dépendance



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 avril 2010

financière entre les États-Unis et la Chine, surtout après les déficits publics record qui suivent la crise économique, limitent fortement la marge de manœuvre de l'Administration Obama.

Or, les pressions internes sur le gouvernement américain n'ont jamais été aussi fortes, ce qui change aujourd'hui la donne. En effet, de plus en plus de politiciens et de lobbys industriels identifient la politique de fixation du taux de change chinois à une subvention à l'exportation. Des audiences sur la question de la sous-évaluation du RMB et de ses impacts ont eu lieu ces derniers mois dans divers comités du Congrès. Un projet de loi pour imposer des sanctions économiques à la Chine en lien direct avec la sous-évaluation du renminbi est endossé par de nombreux congressistes. Plusieurs d'entre eux pourraient être tentés d'accroître cette pression à l'approche des élections de mi-mandat. Avec un chômage élevé, l'Administration Obama pourrait, elle aussi, chercher à séduire l'opinion publique et accroître les pressions sur la Chine pour qu'elle accélère la révision à la hausse de la valeur du RMB par rapport au dollar.



Le gouverneur de la  
Banque centrale de Chine  
Zhou Xiaochuan

L'annonce du taux de croissance chinois à 11,9 % lors du premier trimestre de l'année 2010 ne devrait pas atténuer les pressions extérieures, mais pourrait faire croître les craintes d'inflation en Chine. Si ces dernières se confirmaient, la banque centrale chinoise pourrait bien accélérer l'appréciation du RMB.

Pour consulter les déclarations des participants aux audiences du comité sénatorial sur les Banques sur la manipulation du renminbi qui ont eu lieu le 22 avril 2010, voir, en ligne : [http://banking.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=Hearings.Hearing&Hearing\\_ID=30f2f4bf-7945-48fe-b2b0-cc8285839a4a](http://banking.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=Hearings.Hearing&Hearing_ID=30f2f4bf-7945-48fe-b2b0-cc8285839a4a)

Pour consulter les déclarations des participants aux audiences du comité sur les Voies et Moyens de la Chambre des représentants sur la manipulation du renminbi qui ont eu lieu le 24 mars 2010, voir, en ligne : US Committee on Ways and Means  
<http://waysandmeans.house.gov/hearings/hearingDetails.aspx?newsid=11061>

Sources : Mark Drejem, « U.S. to Probe Chinese Aluminum Goods for Subsidies », *Bloomberg*, 21 avril 2010, en ligne : <http://www.businessweek.com/news/2010-04-21/u-s-to-investigate-chinese-aluminum-goods-no-decision-on-yuan.html>. Doug Palmer, « China yuan trade issue "very complex" -US's Locke », *Reuters*, 23 avril 2010, en ligne : <http://uk.reuters.com/article/idUKN2310132720100423?feedType=RSS&feedName=everything&virtualBrandChannel=11708>. Doug Palmer, « U.S. nears decision on China currency probe », 19 avril 2010, en ligne : <http://www.reuters.com/article/businessNews/idUSTRE63I67B20100419>

---

### Conflit sur le coton É-U/Brésil

*Mise sur pied du fonds de compensation pour les agriculteurs brésiliens*

Les États-Unis et le Brésil ont signé le mercredi 21 avril dernier un protocole d'entente qui met en place les balises d'un fonds de 147 millions de \$ É.-U. aux frais du département américain de l'Agriculture. Cette entente survient la veille de la date butoir de la première étape des négociations visant un règlement à l'amiable du conflit entre les États-Unis et le Brésil concernant



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 avril 2010

les subventions américaines à l'exportation de coton<sup>2</sup>. Elle fixe une extension de 60 jours à la période de discussion pour permettre aux protagonistes d'en arriver à une entente finale.

Sans aucun doute, la réaction brésilienne sera sous les feux des projecteurs au cours de cette nouvelle phase de négociation alors que déjà, les approches des parties semblent divergentes. En effet, le Brésil maintient que les négociations doivent déboucher sur une conformité complète des programmes de subventions agricoles américains avec la décision de l'Organe de règlement des différends de l'OMC dans cette affaire. Cependant, le bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR), perçoit ce nouveau délai de 60 jours comme une chance d'en arriver à une entente satisfaisante pour les deux parties, sans mentionner l'étendue des solutions potentielles. Le levier diplomatique brésilien consiste en la menace du rétablissement des sanctions en cas d'échec des discussions. Cela dit, dans le cas où les pourparlers devaient déboucher sur une promesse vague de révision de la *loi agricole* en 2012 de la part du gouvernement américain ou sur toute autre « demi-concession », le Brésil pourrait avoir du mal à justifier politiquement la reprise des sanctions à la fin de la présente période de négociation. Les parties ont officiellement jusqu'au 22 juin 2010 pour en venir à une entente.

Sources : USTR, « U.S., Brazil Agree on Memorandum of Understanding As Part of Path Forward Toward Resolution of Cotton Dispute », *Press Release*, 21 avril 2010, en ligne: USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/april/us-brazil-agree-memorandum-understanding-part-path-f>. Jamie Strawbridge, « Administration Export Control Plan For Single Agency Faces Uphill Battle », *Inside US Trade*, vol. 28, no 16, 23 avril 2010, p. 1, 22.

---

### Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité : Nous ajoutons deux articles résumant la réforme sur les procédures de contrôle des exportations. La publication du texte préliminaire de l'*Accord Commercial Anti-Contrefaçon* (ACAC) a donné lieu à quelques analyses intéressantes que nous partageons ici. Des analyses conflictuelles sur l'évolution du Partenariat Trans-Pacifique ont aussi retenu notre attention.

Études économiques et commerciales : Comme chaque année, lors de la rencontre ministérielle du printemps, le FMI publie son bilan de l'économie et ses perspectives pour l'année à venir. Le *World Economic Outlook 2010* est donc disponible *via* [ce lien](#). Cependant, ce qui a probablement le plus retenu l'attention dans les médias lors de cette réunion du FMI est la publication des recommandations de l'Institution concernant les mesures internationales de stabilisation de l'industrie financière. Nous proposons à cet égard la lecture du document intitulé *A Fair and Substantial contribution by the financial sector*. Notons aussi une étude parue dans la dernière édition du *World Trade Review* sur l'échec des discussions du cycle de Doha.

Antoine Bouet and David Laborde, « Assessing the potential cost of a failed Doha Round », *World Trade Review*, vol 9, no 2, avril 2010, pp 319-351.

Bernard K. Gordon, « America Misses Another Asian Opportunity », *The Wall Street Journal*, 22 avril 2010, en ligne : Bilaterals <http://www.bilaterals.org/spip.php?article17186&lang=en>

Doug Palmer, « Uribe pushes for U.S. trade vote before leaving office », *Reuters*, 21 avril 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE63K5J220100421>

---

<sup>2</sup> Pour les détails concernant l'entente temporaire survenue le 5 avril dernier, consulter la Chronique commerciale américaine du 13 avril 2010 : IEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=5693](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5693)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 avril 2010

FMI, *A Fair and Substantial contribution by the financial sector*, Washington, Fonds Monétaire International, avril 2010, 56 p., en ligne : Novares <https://www.novares.eu/pdfs/IMF-G20-Interim-Report--A-Fair-and-Substantial-Contribution-by-the-Financial-Sector.pdf>

FMI, *World Economic Outlook 2010*, Washington, Fonds Monétaire International, avril 2010, 195 p., en ligne : FMI <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/index.htm>

Joelle Tassler, « Tech companies fear implications of trade pact », *Associated Press*, 19 avril 2010, en ligne : Google News [http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5jluxfDDkLXHU27QbhRSTu\\_dmFS0AD9F6IM8O0](http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5jluxfDDkLXHU27QbhRSTu_dmFS0AD9F6IM8O0)

John Dimascio, « Gates calls for export controls reform », *Politico*, 20 avril 2010, en ligne : Politico <http://www.politico.com/news/stories/0410/36092.html>

John Ibbitson, « Canada misses its chance to join major Pacific free-trade deal », *Globe and Mail*, 11 avril 2010, en ligne: The Globe and Mail <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-misses-its-chance-to-join-major-pacific-free-trade-deal/article1530964/>

Michael Geist, « ACTA Draft Text Released: (Nearly) Same As It Ever Was », *Michael Geist's Blog*, 22 avril 2010, en ligne: <http://www.michaelgeist.ca/content/blogsection/0/125/>

Phil Stewart et Doug Palmer, « U.S. to revamp export controls », *Reuters*, 20 avril 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE63J4QG20100420>

Roxana Tiron, « Boeing CEO urges Democrats to move forward on trade deals », *The Hill*, 22 avril 2010, en ligne: The Hill <http://thehill.com/business-a-lobbying/93933-boeing-ceo-urges-democrats-to-move-forward-on-trade-deals>

Travis McArthur, « Malaysia and Canada May Join TPP Trolley », *Eyes on Trade*, 19 avril 2010, en ligne: Public Citizen <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2010/04/malaysia-and-canada-may-join-tpp-trolley.html>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

